

Anne-Marie Pailhès. Université Paris X.

Paru dans : Clavaron, Yves et Dieterle, Bernard (éd.), *La mémoire des villes/The Memory of cities*, Publications de l'université de Saint-Etienne, 2003, p. 275-286

### Leipzig rebaptise ses rues.

#### **Un exemple de pratique urbaine dénomminative de la République de Weimar à nos jours.**

Dans un article consacré au nom des rues, Daniel Milo note que, paradoxalement, «[l]es noms de rue sont en eux-mêmes d'un intérêt limité. Leur étude n'a de sens qu'à condition de s'interroger, au-delà, sur les sociétés qui les ont produits, utilisés et ignorés»<sup>1</sup>. En effet, les noms de rue ne présentent d'intérêt qu'en tant que manifestations de la mémoire collective d'une communauté. En France, la Révolution marque le passage d'un système dénomminatif des noms de rue laissé à l'initiative populaire au système dénomminatif honorifique moderne. L'indifférence relative face aux noms de rues populaires, la plupart du temps d'origine géographique, a alors fait place à un militantisme agressif. Ainsi, 47% des axes centraux ont-ils été débaptisés à Paris en 1794.

Comme la France, l'Allemagne est entrée ans «l'ère de la commémoration» depuis une quinzaine d'années et les recherches sur la problématique des lieux de mémoire s'y développent<sup>2</sup>. Les historiens allemands ont adopté le terme de *Erinnerungsorte* pour traduire les «lieux de mémoire» empruntés à l'historiographie française. Alors que les historiens français qui travaillent dans cette perspective ont en général étendu leurs études de la Révolution à la fin de la Troisième République, la mémoire allemande et ses conflits se cristallisent essentiellement autour de la période nationale-socialiste.

C'est pourquoi cette étude, fondée sur des recherches dans les archives municipales de Leipzig, insistera plus particulièrement sur les ruptures de mémoire de 1933 et 1945, avant de s'interroger sur le nouveau phénomène de débaptisation à l'œuvre depuis 1990.

#### Une pratique à géométrie variable jusqu'en 1933.

En Allemagne, espace politique morcelé jusqu'en 1871, la pratique de l'attribution de noms aux rues a beaucoup varié selon les Etats régionaux. Sous l'influence française, la Prusse a rapidement adopté une pratique dénomminative étatique. Dès 1813, la dénomination des noms de rues de Berlin est entrée dans le domaine de compétence de l'Etat et a reflété l'histoire militaire prussienne<sup>3</sup>. Il en a été différemment pour la ville de Leipzig qui n'a baptisé officiellement ses rues qu'à partir de 1839 et ne leur a donné le nom de souverains saxons qu'à partir de cette date<sup>4</sup>. La Prusse a imposé le nom de ses monarques dans toute l'Allemagne après 1871 : ils se sont alors simplement ajoutés aux noms des souverains locaux.

Les noms de rues ne deviennent un réel enjeu politique en Allemagne qu'avec la République de Weimar. Pour la première fois, une démocratie parlementaire se met en place et les noms des rues font l'objet de réels débats entre conservateurs et sociaux-démocrates. Mais pendant cette période, les symboles républicains continuent de cohabiter avec les noms dynastiques. On constate ici aussi l'incohérence du système symbolique de la première république

<sup>1</sup>MILO Daniel, "Le nom des rues", in : *Les lieux de mémoire, II La Nation* \*\*\*, p. 283-315, Paris, Gallimard 1986.

<sup>2</sup> Voir à ce sujet l'article d'Etienne François, "Nation retrouvée, nation à contrecœur. L'Allemagne des commémorations". in : *Le Débat*, 1/2 1994, n° 78, p. 62-70 et surtout les trois volumes d'Etienne François et Hagen Schulze : *Deutsche Erinnerungsorte*, C.H. Beck, Munich, 2001.

<sup>3</sup> Voir AZZARYAHU, Maoz "Zurück zur Vergangenheit ? Die Straßennamen Ost-Berlins 1990-1994", in : SPEITKAMP, Winfried (éd.), *Denkmalsturz*, Vandenhoeck, Göttingen, 1997, p. 137-154.

<sup>4</sup> *Lexikon Leipziger Straßennamen*, Leipzig, Verlag im Wissenschaftszentrum Leipzig, 1995. Introduction de Gina Klank, p. 9.

dont l'orientation était à la fois dynastique et républicaine<sup>5</sup>. A Leipzig, seuls six noms renvoient alors à l'idéologie républicaine. Cela ne donne lieu à aucune débaptisation, les autorités municipales se contentent d'attribuer ces noms à des rues nouvelles, entre 1926 et 1931, pendant la phase de consolidation de la République. Les personnalités sociales-démocrates honorées sont: Friedrich Ebert (président du Reich de 1919 à 1925), August Bebel (fondateur du parti social-démocrate en 1869), Marx, Harnisch (une personnalité locale) et Karl Liebknecht (fondateur du Parti communiste en 1918)<sup>6</sup>. Walter Rathenau (démocrate, ministre des affaires étrangères assassiné en 1922) donne aussi son nom à une rue<sup>7</sup>. Mais l'empereur Guillaume garde sa rue et le roi saxon Auguste, sa place.

### Le Troisième Reich : première politique systématique de débaptisation et de rebaptisation des rues.

A la différence des époques précédentes, le régime nazi a imposé son idéologie de façon systématique à travers la dénomination des noms de rues. Non seulement les rues ont honoré des nationalistes et des nazis, mais pour la première fois, tous les noms des personnalités politiques de gauche et des musiciens d'origine juive ayant vécu à Leipzig ont disparu du plan de la ville.

Cette politique a été mise en œuvre très tôt. Moins de deux mois après l'accession d'Hitler au pouvoir, en mars 1933, le quotidien local annonce qu'une rue sera baptisée du nom d'Hitler à l'occasion de son anniversaire, le 20 avril. Un Leipzigois écrit au Conseil Municipal pour exprimer son approbation : «[...] je me permets de vous proposer humblement de baptiser "Adolf-Hitler-Promenade" la partie du *Promenadenweg* qui ne porte pas encore de nom[...].[Signature] Au nom de tous les habitants du quartier de Schleussig qui sont nationaux-socialistes.»<sup>8</sup>. Finalement, le débat ne porte plus que sur la dénomination précise de la rue : Hitler- ou Adolf-Hitler-Straße ? Le quotidien local (*Leipziger Neueste Nachrichten*) tranche le 17 avril : ce sera *Hitler-Straße*. Motif : «Chaque enfant sait et il faut souhaiter qu'il saura à tout jamais en l'honneur de quel Hitler cette rue a été nommée»<sup>9</sup>. La première vague dénominative a donc lieu en avril 1933. Dans le sillage d'Hitler, d'autres personnages sont honorés : les SA Walter Blümel et Alfred Kindler assassinés en 1931 et 1932, le pilote Franz Büchner, «fusillé par des ouvriers» en 1920, Haun, capitaine de frégate dont le bateau a sombré aux Malouines en 1914, Horst Wessel, SA «mort à Berlin le 23 février 1930 des suites d'un attentat marxiste», Leo Schlageter, fusillé en 1923 par les Français dans la Ruhr, Dietrich Eckhardt, mort en 1923, un ami poète d'Hitler et Walter Flex, auteur de poèmes de guerre, mort en 1917.

Dans le même temps où l'on honore la mémoire de ces nouveaux héros, la ville - dont le maire est alors Carl Goerdeler (maire de 1930 à 1937) qui participera à l'attentat de 1944 contre Hitler - annule les dénominations de rues décidées sous la république de Weimar. Karl Liebknecht et August Bebel en sont les premières victimes. Les cellules locales du parti nazi sont particulièrement actives en ce domaine, elles écrivent régulièrement à l'hôtel-de-ville pour présenter leurs requêtes, comme celle-ci : «Nous pensons qu'il est absolument nécessaire de vous demander de changer le nom de la *Karl-Liebknecht-Straße* dans le quartier de Thekla. Elle doit porter un nom qui prenne en compte la révolution nationale-socialiste»<sup>10</sup>. En mars et avril 1933, plusieurs associations de propriétaires fonciers interviennent pour que le nom de Bebel soit effacé. Les requérants déclarent que l'adoption du nom du social-démocrate a eu lieu contre leur

<sup>5</sup> Voir AZARYAHU, Maoz, *Von Wilhelmpatz zu Thälmannplatz, Politische Symbole im öffentlichen Leben der DDR*, Bleicher Verlag, Gerlingen, 1991, p. 42.

<sup>6</sup> Leipzig, Stadtarchiv, Kap. 24, Nr 1, Bd 28, "1918-1933".

<sup>7</sup> Même à Berlin, les noms de rue renvoyant aux empereurs prussiens n'ont été modifiés qu'à partir de 1925. Voir AZARYAHU, Maoz, *Von Wilhelmpatz zu Thälmannplatz, Politische Symbole im öffentlichen Leben der DDR*, Bleicher Verlag, Gerlingen, 1991, p. 44-45.

<sup>8</sup> Leipzig, Stadtarchiv, "Umbenennung", Kap. 24 Nr 1 Bd 28 (5). Lettre du 23 mars 1933.

<sup>9</sup> Ibid., (27).

<sup>10</sup> Ibid. (6).

volonté en 1929, «à cause d'une majorité de gauche dans la commission responsable»<sup>11</sup>. Ils obtiennent gain de cause par le décret du 29 avril 1933 : «Les changements de noms de rues qui ont eu lieu depuis 1918 sont annulés. Les rues retrouvent leurs anciens noms»<sup>12</sup>.

En 1934, la débaptisation d'une rue a même des conséquences diplomatiques. En effet, le 1er janvier 1934, la dénomination «rue Poniatowski», du nom du général polonais de Napoléon qui s'est noyé à Leipzig en 1813, en combattant au côté des Saxons lors de la bataille des Nations, est supprimée. Cet acte déclenche une vague de protestation dans la presse polonaise et l'Union polonaise des émigrés rassemble des signatures contre la débaptisation. L'affaire prend l'ampleur d'un incident diplomatique, à tel point que le maire de Leipzig, Carl Goerdeler, est convoqué au ministère des affaires étrangères à Berlin. Le fonctionnaire qu'il rencontre émet le vœu qu'au moins un pont porte à nouveau le nom de Poniatowski à Leipzig, de façon à calmer les esprits. La réponse de Goerdeler montre à quel point le simple nom d'une rue touche alors une corde sensible chez les uns et les autres. Il se cite dans son compte-rendu d'audience : «Je lui ai posé une question à mon tour : “Y a-t-il une seule rue dans les anciens territoires allemands de Pologne qui porte encore son nom allemand ? Un seul monument de l'époque allemande est-il resté intact ?” M. von Lieres m'a confirmé que cela n'était malheureusement pas le cas. J'ai alors déclaré que, d'après ma connaissance très précise du psychisme polonais, ce serait un grand signe de faiblesse aux yeux des Polonais que de revenir sur notre décision, ne serait-ce qu'en baptisant un pont. [...] Mais j'ai déclaré que je serais prêt à recommander aux élus municipaux de rétablir le nom du pont Poniatowski si les Polonais donnaient de leur côté une preuve tangible d'un changement complet de leur attitude totalement germanophobe jusqu'ici. Ils pourraient par exemple apporter cette preuve en choisissant une rue importante de l'ancien territoire allemand pour lui redonner son nom allemand, ou en remettant en place un monument qui a été déboulonné, ou en redonnant son ancien nom à une tour Bismarck »<sup>13</sup>.

A cette attitude xénophobe va s'ajouter à partir de 1934 l'élimination du plan de Leipzig de tous les noms d'origine juive. Des citoyens réclament alors que disparaissent les noms de rues honorant Philipp Rosenthal, un promoteur de la foire de Leipzig et les musiciens Ignaz Moscheles, Ferdinand David et Felix Mendelsohn Bartholdy. Le refus de Goerdeler de débaptiser la place Mendelsohn et son opposition au déboulonnage du monument dédié au musicien lui auraient par la suite coûté la mairie de Leipzig. Quand des citoyens veulent savoir si la personnalité ayant donné son nom à une rue est d'origine juive, les services municipaux ont à cette époque l'obligation de procéder à des recherches généalogiques remontant jusqu'à la première moitié du XVIIIème siècle pour prouver le caractère «aryen» de la personnalité mise en cause. Ainsi, le 27 novembre 1934, la mairie doit communiquer pour la huitième fois l'arbre généalogique du marchand Rudolf Julius Salomon ayant donné son nom à la *Salomonstraße*. La citoyenne qui a demandé cette recherche sur les origines de Salomon doit cependant s'acquitter d'une taxe. En 1937, des recherches du même type doivent être menées par le «Bureau du Reich pour la recherche généalogique»: il s'agit de savoir si Isidor Bernhardt, un riche marchand leipzigois bienfaiteur, était d'origine juive. Le Bureau ci-dessus nommé répond : «Aucun mélange avec du sang juif n'a pu être constaté». Les autorités municipales elles-mêmes semblent réticentes face à l'antisémitisme outrancier de la population et du NSDAP, peut-être simplement à cause du surcroît de travail que représentent toutes ces vérifications pour les fonctionnaires. En février 1935, une rue doit porter le nom de Theodor Fritsch. Sur la plaque de rue, quelques mots doivent caractériser le personnage. Dans le projet initial, la plaque devait porter la mention : «Ecrivain et éditeur antisémite» ; ce texte a finalement été remplacé par «Pionnier, écrivain et éditeur nationaliste («völkisch»)). Cette résistance passive de la bureaucratie est de plus en plus nette au fur et à mesure que le temps passe. Le NSDAP intervient pour la dernière fois au sujet de la dénomination des rues en juillet 1939 pour réclamer la débaptisation de la Comeniusstraße

<sup>11</sup> Ibid. (11) et (33).

<sup>12</sup> Ibid. (35).

<sup>13</sup> Ibid. (139). Après le renvoi de Bismarck en 1890, les corporations d'étudiants avaient fait élever des tours à sa gloire dans toutes les régions du Reich.

honorant la mémoire du pédagogue tchèque du XVIIIème siècle. Il est défini dans la lettre du NSDAP comme «l'un des pires germanophobes, francs-maçons et agitateurs»<sup>14</sup>. Comment expliquer cet acharnement ? Il est dû soit à la bêtise iconoclaste, les écrits de Comenius ne justifiant pas une telle opinion. Soit à la haine suscitée par l'origine slave de Comenius dont le vrai nom était Komenski. Le service de l'hôtel-de-ville doit faire des recherches dont il ressort que l'attaque est injustifiée. Le fonctionnaire chargé de l'affaire répond de façon subtile : «Je pense de plus qu'il est nécessaire de s'adresser à la ville de Dresde puisqu'il y existe aussi une *Comeniusstraße* dans laquelle habite d'ailleurs Monsieur le Préfet (Reichsstatthalter Mutschmann)»<sup>15</sup>.

Pendant la guerre, les débaptisations cessent dans la mesure où elles coûtent cher (confection de nouvelles plaques, information de la population). Les rares noms nouveaux qui sont attribués doivent servir à soutenir l'effort de guerre de la population. Le 30 septembre 1942, un décret décide que les nouvelles rues doivent porter le nom de familles qui ont perdu plus de trois ou quatre fils au cours des première et deuxième guerres mondiales. D'après les archives, ce décret n'a pas été appliqué et toute activité concernant les noms de rues cesse jusqu'en 1945.

### Leipzig libérée : Américains et Soviétiques dénazifient et démocratisent les noms de rues.

La ville de Leipzig a une particularité : elle a d'abord été occupée par les troupes américaines, puis par les troupes soviétiques. Les Américains sont entrés dans la ville le 18 avril 1945 pour faire place à l'Armée Rouge fin juin 1945.

Dès le 26 mai 1945, certaines rues sont débaptisées. Cette première vague de débaptisation montre deux tendances : d'une part les noms trop ouvertement nazis sont supprimés, d'autre part les noms juifs sont rétablis. Retrouvent ainsi leur rue : Mendelsohn, Moscheles, David, Philipp Rosenthal. Poniatowski redonne son nom à la fois à un pont et à une rue. Ceux qui disparaissent sont Hitler et tous les héros nazis comme Walter Blümel ou Horst Wessel. Les noms des sociaux-démocrates Bebel et Liebknecht réapparaissent aussi, mais dans des rues d'importance mineure. Un seul nom nouveau est alors attribué : celui de Carl Goerdeler, le maire de la ville de 1930 à 1937, exécuté en 1944. Le 28 mai 1945, les Américains proposent à la mairie de donner aux rues les noms des donateurs de la ville et des médecins et que l'importance de la rue choisie soit proportionnelle à celle du don fait à la municipalité<sup>16</sup>. Ces propositions n'ont pu être appliquées avant le départ des Américains.

Pour la dernière fois avant 1990, on trouve trace dans ces archives de mai 1945 de l'opinion de la population. En effet, des comités antifascistes de quartier s'adressent à la mairie avec des pétitions pour obtenir que des rues portent le nom d'antifascistes notoires exécutés par les nazis. Par exemple, tous les habitants de la rue où a vécu Georg Schwarz, député communiste au Landtag de Saxe, signent une pétition pour que leur rue porte son nom<sup>17</sup>. A l'inverse, sur le ton bien connu de la délation, d'autres citoyens se plaignent à la mairie de l'activisme des antifascistes qui veulent attribuer le nom d'une rue à Thälmann, dirigeant du parti communiste mort à Buchenwald en 1944. «Dans la *Kirchstraße*, plusieurs personnes circulent et font pression pour faire signer les habitants afin que la *Kirchstraße* devienne la *Thälmannstraße* [...]. Si une rue doit absolument porter le nom de Thälmann, il ne faut pas que cela tombe justement sur la nôtre»<sup>18</sup>. Finalement, les autorités municipales ne tiennent aucun compte des vœux exprimés par les comités antifascistes, malgré des lettres de protestation. Elles proposent que les rues à rebaptiser portent les noms de personnages de la Guerre de Trente ans, éloignant ainsi définitivement le débat de l'actualité politique.

Il en ira tout autrement avec l'arrivée des troupes soviétiques et du nouveau commandant

<sup>14</sup> Leipziger Stadtarchiv, Bd 36, Kap 24 Nr 1 (22)

<sup>15</sup> Ibid., (25), Réponse du 11 août 1939.

<sup>16</sup> Leipziger Stadtarchiv, Bd 39, lettre du 28 mai 1945.

<sup>17</sup> Ibid. (16)

<sup>18</sup> Ibid. (121)

de la ville, le général Trufanow. Le 1er août 1945, 34 rues sont débaptisées selon des principes dictés par Trufanow qui a donné ses instructions à l'urbaniste en chef le 21 juillet : «Les changements de nom doivent s'accélérer. M. le Général Trufanow est également d'accord pour que des groupes d'immeubles et des quartiers entiers portent les noms de dirigeants du mouvement ouvrier et en particulier d'antifascistes assassinés. Mais il ordonne qu'on lui présente à l'avance une liste des noms entrant en considération pour qu'il ne se passe pas des choses qui pourraient être considérées comme des erreurs du point de vue du gouvernement militaire. Il est d'accord pour que l'ex-*Hitlerstraße* devienne *Karl-Liebknecht-Straße*. Cependant, il ne faut pas donner aux rues des noms de personnalités du mouvement ouvrier russe ou de la vie politique russe.<sup>19</sup>» Il demande en outre à ce que le nom des rues soit aussi inscrit en russe sur chaque plaque. Le 31 juillet, Trufanow s'impatiente devant la lenteur de l'administration : «Les changements de nom auraient dû être faits il y a longtemps déjà. J'attends toujours. Je suis étonné de voir que l'administration a besoin de tant de temps»<sup>20</sup>. Le même jour, l'urbaniste en chef fait remarquer : «Je rappelle qu'il ne me semble pas approprié de donner le nom de personnalités socialistes remarquables à des places complètement détruites et occupées par des montagnes de gravas»<sup>21</sup>. Le 3 août, le coût des débaptisations est estimé par la mairie à 15 950 reichsmarks. Il est impossible de se procurer des plaques émaillées : elles ne sont plus produites. On les remplacera par des plaques en fibre de bois dont la durée de vie est d'au moins cinq ans.

Les nouveaux noms sont essentiellement attribués pour des raisons idéologiques. Les noms nazis avaient déjà été éliminés par les Américains. Les Soviétiques, quant à eux, font disparaître tous les noms militaristes et dynastiques, prussiens ou saxons : Augustus, Kronprinz, Kaiser Friedrich, Bismarck, Blücher, Moltke. Cette éradication du militarisme prussien est menée à son terme en 1947, lorsque disparaissent tous les noms d'amiraux et de généraux, de batailles et de régiments. Par ailleurs, pendant l'occupation soviétique, les autorités municipales rebaptisent les axes principaux de la ville, même lorsqu'ils portent des noms anodins, en choisissant les noms des personnalités du panthéon socialiste : Karl Marx, Friedrich Engels, Liebknecht, Luxemburg, Bebel, Ebert. Mais aucun nom russe ou soviétique n'apparaît alors sur les plans.

#### Les rues de Leipzig à l'ère de la R.D.A. : poursuite d'une pratique dénominative militante.

En 1950, un mouvement de débaptisation de grande ampleur a de nouveau lieu. Cent soixante trois rues changent alors de nom, soit environ 11% du total. Notons que ce chiffre comprend aussi les rues nouvelles, nées de la reconstruction d'après-guerre. Beaucoup de noms nouveaux mettent alors l'accent sur l'héritage humaniste : il s'agit d'écrivains, souvent étrangers (Romain Rolland, Jack London, Gogol, par exemple), de peintres (Rubens, Rembrandt, Corinth, Cézanne, par exemple) ou de savants (Ampère, Röntgen, Volta, etc...). Les personnalités allemandes antifascistes continuent d'être honorées. Pour la première fois, les noms soviétiques font leur apparition avec les *Allées Staline*, *Lénine*, les *Rues de l'amitié germano-soviétique* et du *Komsomol*.

Par la suite, il n'y eut plus, du temps de la R.D.A., de débaptisations d'une telle ampleur, ne serait-ce qu'à cause des frais occasionnés par ces changements. Seules des modifications de détail donnent des indications sur quelques changements d'appréciation de l'histoire. Pour une raison non élucidée, la *Stalinallee* est débaptisée en 1951, un an après avoir reçu son nom (et deux ans même avant la mort de Staline). Les rues qui honoraient la mémoire des auteurs de l'attentat de juillet 1944 contre Hitler (Witzleben, Hoepfner, Beck) changent de nom en 1965. On élimine ainsi le souvenir d'une résistance non communiste au nazisme. Mais dans l'ensemble, la dénomination des rues a été plutôt anodine dans les années 70 et 80, obéissant à des critères souvent géographiques. Seuls les quartiers nouveaux, constitués de grands ensembles, ont hérité

<sup>19</sup> Ibid. (145) Compte-rendu de la réunion du 21 juillet 1945.

<sup>20</sup> Ibid. (176) Note du 31 juillet 1945.

<sup>21</sup> Ibid. (173).

de noms beaucoup plus idéologiques qui seront remis en question par les habitants après 1989. A Grünau par exemple, des rues et des places ont reçu les noms suivants à partir de la fin des années 70 : *Allée Wilhelm Pieck* (premier président de la R.D.A), *Rue des ouvriers du bâtiment*, *Rue Ho-Chi-Minh*, *Rue des activistes*, *Rue de la fraternité d'armes*. Mais par négligence et manque de moyens, beaucoup de rues nouvelles ne furent même plus baptisées du tout. Parfois, un nom de rue servait à désigner tout un quartier.

### Les noms des rues depuis 1990 : la mémoire divisée.

Juste après l'unification allemande, beaucoup de monuments renvoyant à l'idéologie communiste ont été rapidement déboulonnés et évacués. Les noms de rues, quant à eux, ont subi des changements plus progressifs. Leur sort a parfois provoqué un véritable débat public local, opposant certains habitants aux autorités municipales. Beaucoup de rues ont été débaptisées en 1991, puis le mouvement de débaptisation a fortement ralenti. Comme en mai 1945, on peut à nouveau trouver trace à partir de 1990 de l'opinion des citoyens sur les débaptisations, à travers les lettres qu'ils ont envoyés à la mairie ou d'après des sondages.

Dans les nouveaux Länder, les changements de noms des rues semblent aller de soi pour tous les interlocuteurs officiels consultés. Quelques années seulement après les faits, il est difficile de reconstituer la façon exacte dont s'est déroulé le changement. Les modalités juridiques en sont claires, elles s'appuient sur des textes précis. Cependant, l'initiative de départ est malaisée à définir ; «le peuple» ou «la population» auraient exprimé le vœu d'être débarrassés de noms encombrants, mais il ne reste plus de traces concrètes de cette volonté. La population a été en général conviée après coup à entériner des décisions prises par des commissions spéciales chargées de la réflexion par les autorités municipales. Depuis 1989, 140 rues de Leipzig, soit 7% d'entre elles, ont changé de nom, autant qu'en 1945 mais moins qu'en 1950. Sur les 4000 rues de Berlin-Est, 170 seulement (4%) ont subi le même sort depuis 1990. Mais à Halle, 308 rues, soit 24 %, ont été débaptisées.

Lorsqu'il existe des débats, ils portent, comme en 1945, sur le rôle de la résistance communiste à la dictature hitlérienne, ou bien sur la place de personnalités communistes, dont certaines étaient russes ou soviétiques. Les responsables semblent minimiser le rôle de la résistance communiste, à leurs yeux exagérément mis en valeur dans l'après-guerre. Les autres noms qui cristallisent le rejet sont ceux qui célèbrent des notions liées au régime communiste, comme *Rue de l'amitié germano-soviétique*, *de la fraternité d'armes*, *de l'armée populaire (de R.D.A.)*, *des ouvriers du bâtiment*.

Un nom de rue est un complexe inextricable qui renvoie souvent à plusieurs strates de la mémoire, individuelle et collective. Souvent ce sont les mêmes rues qu'en 1945, des axes représentatifs, qui changent à nouveau de nom. La mémoire collective transmet parfois des noms connus par plusieurs générations, comme l'illustre bien une anecdote leipzigoise. L'actuelle *Karl-Liebknecht-Straße* a toujours une dénomination populaire : «*Adolf-Süd-Knecht-Straße*» ; en effet, elle s'appelait *Südstraße* à l'origine, pour prendre le nom d'*Adolf-Hitler-Straße* en 1933 avant d'être rebaptisée en 1945 *Karl-Liebknecht Straße* (nom qu'elle a conservé de nos jours).

Le seul sondage d'envergure portant sur un changement de nom a été réalisé en septembre 1990 à Leipzig. Il s'agissait de faire disparaître la *Karl-Marx-Platz* avant la date officielle de la réunification, objectif atteint in extremis le 2 octobre 1990. Cette action a gardé les apparences de la démocratie puisque la population a été invitée par voie de presse à donner son avis sur la question et à faire des propositions de nouveaux noms. La mairie a ainsi reçu 772 courriers et 20 pétitions. Les lettres individuelles se prononçaient majoritairement pour le retour de l'ancien nom, *Augustusplatz* (613 contre 218 pour Karl-Marx). Dans les pétitions, les partisans de *Karl-Marx-Platz* étaient largement majoritaires (1797 contre 1070)<sup>22</sup>. D'après le nombre de voix, la place aurait dû conserver son nom mais les autorités ont considéré que les pétitions n'étaient pas démocratiques, que les signataires étaient influencés et ne représentaient pas la volonté des

<sup>22</sup> Ordnungsamt, Leipzig.

citoyens. Un sondage mené par deux instituts a renforcé cette opinion. La place porte donc à nouveau le nom d'Auguste, auquel la population associait bien sûr le roi saxon Auguste le Fort, sans savoir que ce lieu avait été baptisé en 1839 pour honorer Frédéric Auguste II qui réprima en Saxe la révolution de 1848. Citons la lettre d'une habitante de Leipzig née en 1923, adressée au maire (Lettre de Mme Hannelore Z. du 28 août 1990) : «Débarrassez-nous des "anciens" noms. Je ne peux plus les entendre ni les voir. Il faut que la Place Karl Marx s'appelle à nouveau Place Auguste. Je suppose que cela ne coûtera pas trop cher. Il suffit de fabriquer des écriteaux en carton au début, de toute façon les plaques en émail seront dévissées par des collectionneurs déchaînés [...] On en a assez pour l'éternité de Marx le bousilleur («*Murx-Marx*»), on ne veut plus en entendre parler : cette expérience idiote nous a coûté 40 ans de notre vie, nos plus belles années»<sup>23</sup>.

Le rejet de Karl Marx est encore vif en 1991 lorsque la ville décide de donner son nom à une rue tout à fait secondaire. Un Leipzigois écrit : «Effacez ces noms ! Et ça vaut aussi pour la rue Karl-Marx. Il est tout simplement pervers de donner à une rue le nom de ce monsieur, il nous a presque menés à la ruine. Heureusement que Chemnitz existe à nouveau<sup>24</sup>». Ironie du sort, c'est la *rue du Komsomol* qui devait désormais s'appeler *rue Karl-Marx*, car elle était autrefois habitée par beaucoup de membres du SED, le parti communiste est-allemand. La mairie pensait donc qu'ils seraient plus réceptifs au nom de Karl Marx. Or, il n'en fut rien. En 1991, les habitants signent une pétition contre ce changement : « Nous ne sommes pas d'accord pour que la *rue du Komsomol* devienne la *rue Karl-Marx* ! Nous sommes contents que la *place Karl-Marx* s'appelle à nouveau Auguste ! Laissez plutôt son nom à la *rue du Komsomol* ! On n'a pas mérité ça ! ». Un autre habitant de la même rue écrit : «Je me pose vraiment une question : est-ce qu'on a envoyé la mafia rouge au diable pour que "le plus grand fils du peuple allemand"<sup>25</sup> reste à tout jamais dans notre mémoire et qu'on lui dédie une rue ? Pourquoi ne pas créer aussi tout de suite une rue Adolf Hitler ? Au fond, il a laissé moins de ruines derrière lui que le socialisme».

Dans le même temps, les rues «délivrées de leurs noms communistes<sup>26</sup>» - pour reprendre les termes employés par la *Bild-Zeitung*, le quotidien allemand le plus lu - doivent retrouver un nom qui rappelle en général l'ordre social d'avant 1945 ou 1933. Dans la plupart des cas, il s'agit bien de «*Rückbenennungen*» et non d'«*Umbenennungen*», d'un retour au passé et non d'une rebaptisation selon de nouveaux critères. D'anciens notables de la ville (fourreurs, marchands, grands propriétaires nobles<sup>27</sup>) sont à nouveau honorés (comme les Américains en avaient exprimé le souhait en mai 1945) ainsi que les auteurs du putsch du 20 juillet 1944, ces opposants à Hitler<sup>28</sup> qui avaient été rayés de la carte de Leipzig en 1965. Ainsi la *Friedrich-Engels-Platz* devient-elle *Carl-Goerdeler-Ring*. Le retour de ces noms ne correspond pas aux vœux de la population qui préfère des noms de plus en plus dépolitisés (insectes, fleurs, arbustes).

Mais dans l'ensemble, la ville de Leipzig a conservé beaucoup de noms attribués en 1945 (comme Karl-Liebkecht, Rosa Luxemburg), ceci pour des raisons politiques et financières. Politiques : d'une part Leipzig, à l'inverse de Berlin, n'est pas appelée à devenir la capitale fédérale et ne joue donc pas un rôle de représentation pour le reste du monde ; d'autre part, la ville est dirigée par les sociaux-démocrates. Financières : ces changements coûtent très cher à une époque où il n'est question que d'économies budgétaires. Celles-ci sont souvent évoquées dans les

<sup>23</sup> Ordnungsamt Leipzig.

<sup>24</sup> Allusion au fait que la ville de Karl-Marx-Stadt est redevenue Chemnitz après 1990. Les citoyens nés à Karl-Marx-Stadt ont pu faire remplacer dans leur passeport l'ancien nom du lieu de naissance par le nouveau.

<sup>25</sup> C'est ainsi que le discours officiel est-allemand désignait Marx.

<sup>26</sup> Il s'agit là du vocabulaire propagé par l'édition régionale de la *Bild Zeitung* (26.6.1990, "Leipziger wollen richtige Namen für die roten Straßen und Plätze"): "Über 50 Straßen und Plätze in Leipzig sollen von ihren kommunistischen Namen befreit werden".

<sup>27</sup> Comme Georg Otto von Ehrenstein, général de Leipzig de 1887 à 1906, ou le comte von Könneritz, président de tribunal.

<sup>28</sup> C'est le cas, bien sûr, de Carl Goerdeler, maire de la ville de 1930 à 1937, de Henning von Treschkow, de Hans Oster, de Helmuth von Moltke, de Erwin von Witzleben, de Erich Hoepner

lettres des Leipzigois qui s'offusquent des dépenses occasionnées alors que le budget social est mis à mal et que les maisons sont en ruines (de même que l'urbaniste de la ville trouvait indigne en 1945 de donner le nom de personnalités socialistes à des rues bordées de ruines).

Les propositions de noms nouveaux que font les citoyens, las des conflits, sont toutes le reflet d'un refus de la confrontation directe avec le passé et le signe d'une résignation qui entraîne la dépolitisation de la sphère privée (dont l'adresse est un élément identitaire). Un Leipzigois résume cette position en conseillant au maire de ne pas donner à des rues et des places, par principe, «le nom de personnes dont la popularité et l'acceptation dépendent de la direction politique en place ou de la société existante»<sup>29</sup>. Il réclame ainsi le retour au système dénommatif populaire en usage avant la Révolution française qui a, la première, politisé cette pratique.

Ainsi, en l'espace de moins de 60 ans, les rues de Leipzig ont-elles été le théâtre de quatre vagues de débaptisations : en 1933 lors de l'avènement du nazisme, en mai 1945 avec la politique de dénazification et de démilitarisation menée par les Alliés, dans les années 50 lors de la "soviétisation" et enfin, plus récemment, depuis l'unification allemande de 1990. Ce sont en général les mêmes axes de circulation, les plus représentatifs, qui ont été à chaque fois l'objet de ces conflits de mémoire. Ils voient s'affronter des groupes d'intérêt qui constituent les pièces de la mosaïque de la mémoire collective, sans que celle-ci puisse être définie comme un ensemble cohérent et homogène.

La description des différentes phases «dénominatives» fait apparaître des points communs à chaque rupture : véhémence des débats (s'ils ont lieu) au centre desquels se trouve toujours l'histoire allemande socialiste et communiste, lassitude politique de la majorité de la population, domination idéologique d'un vainqueur.

---

<sup>29</sup> Lettre du 4 octobre 1990 de M. Günter H., Ordnungsamt Leipzig.